

Nucléaire : Fessenheim espère maintenant des miniréacteurs

La commune alsacienne veut se positionner sur ce nouveau marché

La municipalité de Fessenheim (Haut-Rhin), qui compte 2 000 habitants, veut de nouveau être la première. Première de France, comme la commune alsacienne l'a déjà été en 1977, lors de la mise en service de sa centrale aux réacteurs nucléaires de 900 mégawatts (MW) chacun. Puis en 2020, lorsqu'il a fallu fermer ces deux réacteurs, sur décision politique.

Le maire (sans étiquette), Claude Brender, espère désormais faire de la commune la première du pays à accueillir... un démonstrateur pour petits réacteurs modulaires appelés SMR (pour *Small Modular Reactors*). L'édile s'est entretenu avec la ministre de la transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, fin janvier. Un rendez-vous obtenu, confirme-t-il au *Monde*, par l'intermédiaire d'un sénateur (Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants) du Haut-Rhin, Ludovic Haye. M. Brender a remis à la ministre « *un scénario de développement* », en vue du projet Nuward (contraction de *Nuclear forward*, « nucléaire en avant ») auquel œuvre EDF.

L'exploitant du parc nucléaire, qui a annoncé, jeudi 30 mars, la création d'une nouvelle filiale Nuward, entend mettre au point

une unité de deux petits réacteurs, pour une puissance cumulée de 340 MW. La pose du premier béton est espérée pour 2030. « *Le projet priorise sa recherche autour d'un site déjà nucléarisé*, nous explique EDF. *A ce stade du développement du design, la liste des sites potentiels est encore à l'étude. La décision finale reviendra aux pouvoirs publics.* » Le ministère de la transition énergétique ne se prononce pas, pour le moment.

« Disponibilités foncières »

Pour les pouvoirs publics, Fessenheim relève du symbole. Avec la fermeture de la centrale alsacienne en 2020, le parc nucléaire français a perdu de la puissance pour la première fois de son histoire, passant de 58 à 56 réacteurs. Une décision prise dès le quinquennat de François Hollande (2012-2017), sur la base d'un compromis des socialistes avec les écologistes, hostiles à l'atome. Son successeur à l'Élysée, Emmanuel Macron, a fini par la concrétiser. Avant de proclamer, en février 2022, la relance de l'atome, avec l'intention de lancer au moins six nouveaux réacteurs de grande puissance.

Entre-temps, en octobre 2021, le chef de l'Etat exprimait sa volonté d'accélérer les travaux sur les

SMR. M. Brender s'était alors déjà déclaré prêt à en accueillir, dans une tribune publiée par le journal *L'Opinion*, et cosignée avec l'entrepreneur Rafik Smati. « *Il est évident que si le site de Fessenheim devait être retenu pour l'implantation de ces [SMR], cela [passerait] par des débats et des votes d'adhésion dans les instances concernées, dont le conseil municipal* », souligne à présent M. Brender.

Selon l'élus, par ailleurs président de l'Association des représentants des communes d'implantation de centrales et établissements nucléaires, « *des disponibilités foncières à proximité pourraient servir pour accueillir un centre de formation pour les futurs exploitants des SMR* ».

Indépendamment de nouveaux réacteurs, EDF attend l'obtention, pour 2026, du décret de démantèlement de l'ancienne centrale. Les travaux de déconstruction dureraient quinze ans. En parallèle, l'exploitant « *poursuit les études engagées en vue de construire* » un technocentre destiné à recycler des métaux de très faible activité issus d'installations nucléaires. Avec le site de Fessenheim pour « *implantation privilégiée* » et une mise en service escomptée pour 2031. ■

ADRIEN PÉCOUT